

L'étonnant itinéraire de Maxime Leluan

De la mécanique au sport en passant par la police et la résistance

Qui à Cherbourg ne connaît pas Maxime Leluan, ce sportif accompli, entraîneur d'athlétisme et vice-président de l'Association Sportive de Cherbourg ?

Mais qui donnerait 79 ans - bien sonnés - à cet homme toujours fort alerte et plein

Avec Maxime, c'est ainsi qu'il est connu, il n'y a qu'à écouter tant il a de choses à dire, tant sa vie a été bien remplie dans divers domaines. Profus, certainement, mais discret également lorsqu'on cherche à en savoir un peu plus dans sa vie, outre le sport, pour lequel il vous une véritable passion.

- Oui ! Je n'ai aucune honte à le dire, ma scolarité, du fait de la grande guerre, a été de courte durée : 4 ans et au grand désap- pointement de mon maître d'école, je n'ai même pas pu obtenir mon certificat d'études.

J'ai mangé de la vache engrangée, comme plus tard en 1926-1927 lors de mon service militaire effectué à Caen au 43^e régiment d'artillerie en qualité d'armurier. Là, on bouffait souvent du mouton d'Australie provenant encore des stocks de la guerre 1914-1918.

Lors de la première guerre mondiale, son père étant mobilisé malgré sa nombreuse famille, et bien que sa mère fit des efforts méritoires afin de nourrir les siens en raison de ses très marges ressources, Maxime Leluan découvrit le monde du travail.

- Oui ! Au lendemain de ma communion, j'ai été placé comme jeune apprenti chez un maraîcher de Réville puis dans une ferme à Tamerville où je gagnais un peu d'argent, que je remettais à ma mère. Je travaillais alors 13 à 14 heures par jour avec comme seule nourriture de la bouillie au sarrasin. Je me suis révolté et j'ai repris le chemin de la maison.

Pas pour très longtemps puisque, ayant réussi à convaincre son père - démobilisé - il devint apprenti mécanicien dans un garage de Valognes, fréquentant 2 fois par semaine, après des journées de 10 à 12 heures, les cours du soir afin de se perfectionner en français et en calcul.

- Après 3 années d'apprentis-



Maxime Leluan est intarissable lorsqu'il évoque — parfois avec une certaine réserve — tout ce qu'il a vécu en dehors du sport.

sage, et comme c'était de tradition à l'époque, j'ai commencé mon petit « tour de France » à pied par Montebourg, Carentan... tantôt travaillant sur des machines agricoles, puis sur la réparation de bicyclettes, au service entretien d'une usine de lait en poudre, à l'entreprise Noyon à Cherbourg, chez Levaux qui montait les réservoirs de Brécourt à Haineville, enfin en 1931 à l'arsenal de Cherbourg.

A l'appel de Gaulle

Et notre ami Maxime ne serait-il pas réussi à convaincre son père - démobilisé - il devint apprenti mécanicien dans un garage de Valognes, fréquentant 2 fois par semaine, après des journées de 10 à 12 heures, les cours du soir afin de se perfectionner en français et en calcul.

- Après 3 années d'apprentis-

reils à ultra-sons qui avaient pour but le repérage des sous-marins en immersion profonde.

A la veille de l'arrivée des Allemands à Cherbourg, j'ai eu la chance d'entendre sur mon poste radio l'appel du général de Gaulle - lancé à tous les Français - et très émotionné par ce vibrant appel demandant de résister aux « boches » par tous les moyens, j'ai décidé de ne plus travailler à l'arsenal.

Je suis fier, encore aujourd'hui, d'avoir été le seul et unique ouvrier à avoir quitté l'arsenal dès le 20 juin 1940 à l'appel du général de Gaulle.

Mais cela n'explique pas votre entrée dans les réseaux de renseignement de la résistance ?

« Cela ne s'est pas fait tout de suite. Sachant qu'ayant travaillé sur des appareils secrets, je serais recherché tôt ou tard par l'Abwehr, avec l'appel de mon beau-père, qui à l'époque était secrétaire au Parquet, je suis allé trouver le docteur Renaud, alors

de dynamisme, un homme à la vie bien remplie, Valognais de naissance, ainé d'une famille modeste de neuf enfants, en retraite d'officier de police, adjoint de la Sûreté nationale depuis bientôt un quart de siècle ?

maire de Cherbourg, lequel me proposa d'entrer en qualité d'agent de sûreté auxiliaire dans la police municipale, au commissariat du 2^{me} arrondissement rue Bonhomme.

C'est à partir de là que j'ai fait carrière dans la police ».

Avec le chalutier « Sophie »

Bien sûr, mais la résistance à l'occupant ?

« C'est en août 1942 que j'ai été contacté par Raymond Le Corre qui était inspecteur des prix à Cherbourg pour entrer au réseau « Libé-Nord ».

Mon travail, de par mes fonctions, consistait à surveiller et identifier tous les membres de la Gestapo et leurs « indics », dérober dans la mesure de mes moyens un certain nombre de cachets officiels de Vichy, cartes d'identité en blanc, essayer de savoir qui parmi les juifs de Cherbourg pouvait être arrêté et les prévenir, faire main-basse sur les tickets de sucre, pain, matières grasses... surveiller de jour comme de nuit les principaux collaborateurs et collaboratrices, trouver des documents confidentiels.

En un mot, les directives qui me furent données par M. Levandier, un ingénieur des Ponts et Chaussées qui devait devenir sous-préfet de Cherbourg à la libération tenaient en trois mots : repérer, regarder, rendre compte.

Et puis il y avait les liaisons clandestines. C'est ainsi qu'outre le fait d'avoir pu faire parvenir au maquis du Vercors et de Lomont une certaine quantité de bons de ravitaillement, envoyé en Angleterre par l'intermédiaire du chalutier « La Sophie » des échantillons de sables prélevés par Lucien Levandier sur les plages de

Quinéville et de St-Aubin (en vue du débarquement). J'ai pu cacher à diverses reprises armes et munitions dans les caves du tribunal à la demande d'Yves Greselin, chef départemental des FFI, membre du groupe Centurie ».

Les dossiers des collaborateurs

Vous êtes sorti de l'ombre lors des combats pour la libération de Cherbourg ?

« Je n'ai fait que mon devoir en essayant de remplir la mission qui m'était confiée.

Avec un petit groupe composé du commissaire central Trouvé, du commissaire Poncau chef de la sûreté et de quelques gardiens de la paix nous avons récupéré pendant la bataille pour Cherbourg les archives de la Gestapo (rue P't Loubet), de la Propagatafel (rue Magenta), de l'Abwehr (place de la République) et de la Kreishauptmann (préfecture maritime).

C'était là une partie de notre mission car nous devions également tenter de conserver la ville la plus intacte possible car nous savions que Rommel avait donné l'ordre de la détruire au maximum. On sait l'importance que Cherbourg représentait sur le plan stratégique aux yeux des alliés pour la suite de la guerre.

Et je tiens à souligner, car les autorités ne leur ont jamais assez rendu hommage, le formidable travail qu'ont accompli les pompiers de la marine ».

Toutes ces archives compromettantes, qu'en avez-vous fait ?

« Selon les ordres reçus de la résistance, nous les avons gardées sans les communiquer aux Américains, tout au moins dans les premières semaines qui ont suivi la libération.

Cela m'a permis, étant détaché par le commissaire central Masson, près de la Cour de Justice de travailler sur les dossiers de collaborateurs et collaboratrices notoires ».

C'est à dire ?

« Les grands procès de l'époque où bien souvent en France, j'ai été appelé comme témoin principal.

Et il y en a eu de ces procès à retentissement, ceux d'une noble d'origine briochéaise, de M. Léon Masson, principale complice... mais je suis encore tenu à l'obligation de réserver pour certains détails ».

Maxime Leluan est resté discret sur cette période où, pour plusieurs jours, en août 1944, il assura avec passion la protection rapprochée du général de Gaulle en visite à Cherbourg. Pas plus qu'il ne s'étend sur le fait qu'en récompense de services rendus à l'armée américaine, il a reçu en août 1982 de la part de M. Gunn McKay - patron du contre-espiionage US à Cherbourg en 1944 - un pavillon américain qui avait été hissé au mât du Capitole.

Alors, à travers toute cette vie mouvementée, quel est votre plus beau souvenir ?

« Quatre, la réussite de mes enfants, il sont deux et d'ordre sportif. Le jour de l'inauguration, en mai 1946, du stade des Fourches que j'ai fait construire par des prisonniers de guerre allemands (1) et celui de l'inauguration du stade Maurice Postaire ».

Propos recueillis par Paul Ingouf

(1) Avec l'accord de Lucien Levandier et René Schmitt, ainsi que le commandant du camp de prisonniers de Proteau, 13 prisonniers allemands volontaires dont un ingénieur allemand spécialiste de la construction des stades.